

Subject Files Regarding Political and Security Matters
POLITICAL AND SECURITY MATTERS
C/POL/000 - Correspondence with Central Government in Leopoldville

01/04/1963 - 30/04/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

Clear pp

UNARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 2

FILE 5

ACC. DAG 13/1.6.1.0

DECLASSIFIED

Notre référence: GVT/347/63

Le 30 avril 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons reçu les renseignements suivants du représentant de l'ONUC à Albertville au sujet de l'assassinat de Mme Schoonheit qui a été commis le 8 avril à Baudouinville:

"Pweto- le 25 avril '63

Le 23 avril, j'ai assisté à l'interrogatoire de l'ex-gendarme Pierre Kalumba, détenu dans la prison de Pweto. Il a confessé avoir été présent lorsque Mme Schoonheit a été assassinée par un autre ex-gendarme actuellement détenu dans la prison de Baudouinville. Je compte apporter le 24 avril le dossier au Parquet d'Albertville où les enquêtes ont commencé. L'administrateur de territoire de Pweto a reçu l'ordre du Parquet d'Elisabethville d'envoyer immédiatement Kalumba à Elisabethville. J'ai fait connaître par téléphone au Parquet d'Elisabethville que le Parquet d'Albertville avait ouvert une enquête et comptait que Kalumba soit envoyé à Baudouinville pour être transféré à Albertville. Veuillez demander au Ministre de la Justice de Léopoldville de faire désister le Parquet d'Elisabethville en faveur de celui d'Albertville."

"Pweto - le 25 avril (plus tard)

L'administrateur de territoire de Pweto a reçu un nouvel ordre du Parquet d'Elisabethville pour le transfert du prisonnier Kalumba de Pweto à Elisabethville s'il est arrêté à Pweto. L'administrateur se sent obligé d'obéir à cet ordre. Kalumba doit quitter Pweto pour Elisabethville le 27 avril. Si, avant cette date et à la requête du Ministre de la Justice de Léopoldville, le Parquet d'Elisabethville donne un contre-ordre à l'administrateur, Kalumba sera emmené à Albertville par les troupes de l'ONUC."

"Baudouinville - le 30 avril '63

Reçu information du Commandant ONUC Pweto que l'administrateur territoire Pweto refuse délivrer détenu Kalumba à moins qu'il ne reçoive un ordre à cet effet Parquet Elisabethville vu que présence Pierre Kalumba essentielle à Albertville pour terminer enquête assassinat Schonheydt. Prière d'avertir Ministère Justice Léo pour instruire Parquet Elisabethville."

Son Excellence
Monsieur Justin Bomboko,
Ministre de la Justice de la République du Congo,
Léopoldville

/mm

Comme vous pouvez le constater, il y a contestation concernant la compétence respective du Parquet d'Elisabethville et celui d'Albertville. J'ai cru devoir porter cette question à votre attention afin que vous puissiez prendre toute mesure que vous jugerez utile en la matière.

Les renseignements ci-dessus ont également été communiqués au Cabinet de Monsieur le Premier Ministre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des
Nations Unies au Congo

N/Réf. : GVT/346/63

Léopoldville, le 30 avril 1963

Monsieur le Premier Ministre,

.....

J'ai l'honneur de vous communiquer la teneur d'une lettre que vous a adressée le Secrétaire Général en réponse à votre lettre No 0560/3 du 16 avril 1963 et dont je viens de recevoir le texte par télégramme.

La lettre originale doit me parvenir par la valise diplomatique. Je ne manquerai pas de vous la transmettre aussitôt que je l'aurai reçue.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

N/Réf. : GVT/346/63

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No 0560/3 du 16 avril 1963, dans laquelle vous soulevez en particulier la question de l'application du paragraphe 6 de résolution (A/RES/1474(ES-IV)), adoptée par l'Assemblée Générale en Septembre 1960, en ce qui concerne la liberté d'action de votre Gouvernement pour ce qui est de demander une assistance pour instruire et réorganiser les forces armées congolaises.

J'ai mûrement réfléchi aux vues exposées dans votre lettre et j'ai procédé à ce sujet à des consultations approfondies avec les membres du Comité consultatif pour le Congo. Je suis maintenant en mesure de vous informer que tous s'accordent ici à reconnaître la nécessité et l'urgence d'un programme d'instruction et de réorganisation de l'armée nationale congolaise et espèrent vivement qu'on trouvera un moyen de mettre en oeuvre un programme de ce genre. Chacun souligne également que les droits souverains et l'autorité de votre Gouvernement sont pleinement reconnus et qu'il ne saurait être question de les restreindre en aucune manière. Il convient de faire observer, en outre, que nul ne met en doute que le passage du paragraphe 6 de la résolution où il est dit

"pendant la durée de l'assistance militaire accordée à titre temporaire par l'intermédiaire des Nations Unies"

signifie que le paragraphe 6 s'applique seulement aussi longtemps que la force des Nations Unies doit rester au

.../...

.../...

- 2 -

Congo. J'ajoute que, d'une façon générale, on estime, comme vous, que la résolution a été adoptée à un moment où la situation politique au Congo était très différente de ce qu'elle est maintenant. Je tiens à préciser, cependant, que nombreux sont ceux qui pensent que seule l'Assemblée Générale elle-même peut donner une interprétation autorisée de la dite résolution.

M. Justin Bomboko et votre Représentant aux Nations Unies vous ont certainement tenu pleinement au courant des échanges de vues qui ont eu lieu ici à ce sujet ainsi que des opinions exprimées et des positions prises par les différentes délégations qui composent le Comité consultatif pour le Congo. Vous connaissez donc les divers points de vue qui se sont manifestés, y compris les diverses autres solutions qui ont été suggérées.

Pour ce qui est du rappel de l'accord entre le Secrétaire Général et le Président de la République du Congo (document S/180 7 du 17 Mai 1961), je dois dire qu'à mon avis cet accord ne porte pas atteinte (et ne saurait évidemment porter atteinte) aux résolutions adoptées par l'Assemblée Générale et par le Conseil de Sécurité. En fait, le Secrétaire Général l'a précisé dans sa lettre du 26 Avril 1961, qui faisait explicitement partie de l'accord définitif et qui a été publiée avec le texte de l'accord paraphé, dans les annexes au document sus-mentionné.

Vous comprendrez, j'en suis sûr, que, dans ces conditions, je doive, à mon grand regret, vous informer

.../...

.../...

- 3 -

qu'il ne m'est pas possible de répondre à votre lettre d'une manière qui vous donne satisfaction pour ce qui est de l'interprétation de la résolution. Toutefois, je continue d'espérer que l'on trouvera un moyen de fournir à l'armée nationale congolaise l'assistance dont elle a un besoin urgent, et vous pouvez être assuré que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour vous aider à obtenir cette assistance.

Salutations.

U Thant

N/Réf. : GVT/345/63

Albertville - 29 avril 1963

REMERCIEMENTS VOTRE INFORMATION ET VOUS INFORME QUE
MONSIEUR MAREK A CONTACTE CE MATIN LE CHEF DE CABINET DU
MINISTRE DE L'INTERIEUR POUR SAVOIR SI LE MINISTRE A ETE
CONVAINCU DE RETOURNER 44 MEMBRES DE LA POLICE NORD KATANGAISE
A AVILLE STOP IL SEMBLE MINISTRE PAS CONVAINCU ET VEUT SE RENDRE
A BAUDOUINVILLE MERCREDI OU JEUDI PROCHAIN STOP PARA. POUR
EVITER FUTURES DIFFICULTES ET SI PREMIER MINISTRE D'ACCORD
NOUS CROYONS QU'IL SERAIT INDISPENSABLE QUE DES INSTRUCTIONS
CLAIRES A CE SUJET SOIENT ENVOYEE AU MINISTRE PROVINCIAL DE
L'INTERIEUR AVANT CETTE DATE STOP PARA. MAREK RETOURNANT CETTE
APRES MIDI A BAUDOUINVILLE EST PORTEUR D'INSTRUCTIONS DU
MINISTRE DE L'INTERIEUR POUR LE RETOUR IMMEDIAT A
ALBERTVILLE DE MONSIEUR KITENCE

11

CFN CIVA/ALLEO/155 AV-94 44

29/1110Z APR 4UC87

Luluabourg - 27 avril 1963

Voici le message de M. Bribosia au procureur général Mehirsi:

"(Voir texte ci-joint.)"

Je viens d'apprendre que tous les membres de l'assemblée provinciale ont été relâchés ce soir. Cet après-midi, j'ai envoyé à Léo le premier substitut Hakim avec le rapport de M. Bribosia à M. Mehirsi, et je lui ai demandé de faire en sorte que M. Liu soit mis au courant (soit par lui soit ^{par} M. Mehirsi) des développements qui s'ensuivront à Léo. Je crois qu'il est évident que la décision requise pour mettre fin au défilant, par le gouvernement provincial, de la loi et de la constitution, doit essentiellement être prise à Léo, et que le moment décisif est arrivé. Je crois aussi que le Parquet sera impuissant à moins que l'ANC et la gendarmerie reçoivent clairement l'ordre d'accepter les conseils ou les instructions du Parquet sur les questions relevant de sa compétence. Je reconnais avec M. Bribosia que les populations de Luluabourg demeurent calme pour le moment et peuvent probablement être maintenues ainsi pendant quelque temps par l'ANC et la gendarmerie si le Gouvernement central décide de continuer à soutenir le gouvernement Luakabwanga contre l'assemblée provinciale. Cependant, j'estime que cela se ferait au prix d'une inquiétude grandissante, qui dégénérerait probablement en violences dans les zones extérieures à Luluabourg et peut-être même finalement à Lulu lui-même. Je dois ajouter que, selon mes observations, l. Lubaya semble jouir d'une forte majorité populaire à Lulu et en province.

Bien que l'ANC et la gendarmerie obéiraient certainement aux ordres du Gouvernement central, la grande majorité des officiers déteste Luakabwanga et son groupe.

N/Réf. : GVT/343/63

Luluabourg - 27 avril 1963

Message de M. Bribosia au Procureur général Mehirsit

Wafuana conduisant quatre vingt policiers a arrêté vers treize heures samedi quinze mandataires provinciaux tenant séance. Ils auraient été violentés et emmenés au camp de la police. Les sévices peuvent être considérés comme probables s'ils restent dans les mains de la fraction de policiers favorables au Gouvernement. Comme il est connu ici que la police est composée également de fractions favorables aux ex-présidents Mukenge et Lubaya, toutes les possibilités de conflits internes au sein de la police seraient réunies.

Je n'agis pas, et j'empêche le parquet local d'agir, Wafuana se disant mandaté par le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Central. La déontologie m'empêche d'intervenir sans votre ordre. Je ne peux pas de ma propre initiative créer un litige de principe entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Attends vos instructions personnelles. Si Wafuana dit la vérité, je me permets de penser que dans la situation où est placé Luluabourg votre présence personnelle est nécessaire et urgente, en même temps que celle du Ministre de la justice ou de l'Intérieur avec un Représentant du Commandant en chef de l'ANC. Devant la violation publique de la loi par l'autorité chacun doit être nanti d'instructions concertées et arrêtées entre tous les chefs directs des responsables de l'ordre sur place. L'initiative ne peut être laissée à charge du responsable de l'ONU en cas de conflits.

A) Il n'y aura pas de troubles populaires immédiats en ville. La population sait que la gendarmerie est disciplinée et agirait sachant que les ordres auraient été donnés à Wafuana par le Gouvernement Central. Elle connaît assez les magistrats de

.../...

.../...

- 2 -

carrière pour savoir aussi qu'ils ne prendront pas d'initiative contraire, et réprimeront tout trouble, même sentimentalement compréhensible.

B) Voyant que Wafuana est préféré à la justice par le Gouvernement Central les policiers recommenceront les excès et sévices dans la ville et se réfugieront chez lui, en cas d'action du Parquet. Si dans ce cas le Parquet agit ou proteste, qui aura raison et qui sera accusé ?

C) Il ne faut se faire aucune illusion, les officiers militaires et gendarmes et leurs hommes comme les jeunes magistrats, perdront à nouveau l'espoir d'ordre, de paix, et de respect général de la loi qu'ils avaient retrouvé. La discipline s'en ressentira, et les raisons de fierté de la fonction, disparaîtront à nouveau. Ce que Lulu a regagné en deux ans, est remis en question.

D) Je n'ai pas de connaissance personnelle suffisante du Kasai pour estimer moi-même la proportion de population susceptible de soutenir Lubaya. Je me borne à dire que chaque congolais neutre amené sur le sujet m'a répondu en exprimant une sorte de crainte, qu'elle était énorme. J'estime cependant quant à moi que cette masse de partisans craint la force et ne bougera pas, en tous cas en ville. Je ne puis rien dire des environs et de la brousse sauf pour Demba Kakenge qui est le fief de ^{Wafuana} ~~Lubaya~~. Si la brousse bouge, il y faudra des régiments et on n'en sortira pas plus facilement qu'à Bakwanga. Il doit être permis de dire qu'au lieu de tous ces coups de force pour maintenir des personnes au pouvoir il serait beaucoup plus simple que le Premier Ministre convoque chez lui tous les conseillers qui s'estiment personnellement légaux. Je sais que son prestige personnel auprès d'eux est suffisant pour les réconcilier et les amener à une solution ensemble. Le

.../...

.../...

- 3 -

problème serait immédiatement réglé tandis que les mesures de force ne feront qu'envenimer les choses. Ayant été en contact avec tous indifféremment, je garantis cette bonne fin.

Je rappelle que dans tout ceci le Parquet n'est nullement intervenu sinon pour dire à un Commandant de Gendarmerie la vérité de la loi, et pour recevoir une plainte, ce qui est son métier et ce à quoi il a répondu en s'estimant incompétent, personnellement, et en invitant à la tolérance, à la patience et au calme, tout en rappelant le principe d'inviolabilité des mandataires.

Tout reste calme jusqu'à présent. Le danger n'est que dans le réveil intérieur des instincts brutaux de la police qui se sent victorieuse de l'ordre et de la gendarmerie. Cette police est la même qui a agi à Kakenge, les chefs en sont les mêmes. L'honneur de la justice et le prestige du droit sont en jeu.

Luluabourg - 28 avril 63

Je crois comprendre que les douze membres de l'assemblée provinciale (y compris plusieurs suppléants) qui se sont opposés hier samedi au gouvernement Luakabwanga, ont élu, avant d'être arrêtés comme signalé, un Bureau ayant pour président Hippolyte Mutshioko, pour vice-président Sylvestre Luka Nzayi, et ~~qui~~ comme second vice-président Trudon Tshishiku. Je crois aussi savoir que ces mêmes membres comptent se réunir demain lundi lorsque une interpellation contre M. Luakabwanga doit être présentée.

Notre référence: GVT/342/63

Le 29 avril 1963

A LA SUITE DE L'ARRIVEE DE 50 POLICIERS D'AVILLE, PLUSIEURS AGENTS DE LA SURETE ET DE TROIS AGENTS TERRITORIAUX A BAUDOUINVILLE DURANT LA SEMAINE PASSEE UNE SERIE D'INCIDENTS MINEURS ONT EU LIEU ENTRE LA POPULATION DE LA VILLE ET LES NOUVEAUX VENUS. DEPUIS ENVIRON TROIS SEMAINES NOUS AVONS DECONSEILLE AU PRESIDENT MWAMBA ILUNGA PROSPER D'ENVOYER QUI QUE CE SOIT DANS CETTE REGION SURTOUT APRES LE RETRAIT DES FORCES DE L'ANC. IL A TOUJOURS ETE D'ACCORD ET IL SEMBLE QUE LES INSTRUCTIONS D'ENVOYER DES REPRESENTANTS DES AUTORITES DU NORD KATANGA A BAUDOUINVILLE SOIT DE L'INITIATIVE PRIVEE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR KATOMBE GEORGES.

LE CHEF DE LA POLICE LOCALE MONSIEUR MISSAO SYMPHORIEN ET LE CHEF DE CABINET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR MONSIEUR KABANZA JEAN-WESLEY DE RETOUR DE BAUDOUINVILLE AVEC MONSIEUR NAREK SUR AVION CHUC AUJOURD'HUI SONT EN TRAIN DE PERSUADER LE MINISTRE DE L'INTERIEUR DE DONNER INSTRUCTIONS POUR RAMENER LE PLUS VITE POSSIBLE PAR BATEAU LES POLICIERS, AGENTS TERRITORIAUX ET AGENTS DE LA SURETE.

EN VUE D'EVITER TOUTES EFFUSIONS DE SANG ET DE FUTURES DIFFICULTES DANS CETTE REGION QUI A ETE TRANQUILLE DEPUIS QU'ELLE A ETE OCCUPEE PAR LES TROUPES DE L'CHUC EN JANVIER DERNIER NOUS NOUS PERMETTONS DE CONSEILLER DE RECOMMANDER PREMIER MINISTRE ET AU PRESIDENT PROVINCIAL MWAMBA ILUNGA PROSPER ACTUELLEMENT A LEOPOLVILLE DE RAPPORTER CETTE MESURE AU PLUS VITE ET DE REMETTRE LE RETOUR DE L'ADMINISTRATION DU NORD KATANGA A UNE DATE ULTERIEURE LORSQUE LES ESPRITS SE SERONT APPAISES.

COMME CELA A ETE FAIT A KONGOLO ET POUR EVITER LES LUTTES TRIBALES PRATICIDES IL EST A CONSEILLER QU'UNE ADMINISTRATION MIXTE SOIT ORGANISEE DANS QUELQUE TEMPS, COMPOSEE D'ELEMENTS DE L'ADMINISTRATION NORD KATANGAISE ET DES ELEMENTS LOCAUX. CE SYSTEME A JUSQU'A PRESENT DONNE DE TRES BONS RESULTATS A KONGOLO QUI ETAIT POURTANT BEAUCOUP MOINS PAISIBLE QU'A BAUDOUINVILLE.

MONSIEUR DABENZ JEAN-WESLEY NOUS A INFORME QUE LES AGENTS DE LA SURETE DEPENDANT DU GOUVERNEMENT CENTRAL N'AYANT PAS ETE PAYES PAR LEOPOLVILLE ET AYANT BESOIN DE FONDS ONT ESTORQUE A LA POPULATION LOCALE CERTAINES SOMMES D'ARGENT SOUS FORME D'AMENDES. ILS ONT EGALEMENT LAISSE A L'HOTEL UNE FACTURE IMPAYEE DE 42,000 CF.

IL EST PENIBLE DE CONSTATER QU'UNE REGION TRANQUILLE ENTRE TOUTE SOIT TROUBLEE PAR DES SOIT DISANT REPRESENTANTS DE L'ORDRE.

N/Réf: GVT/326/63

Léopoldville, le 20 avril 1963

Monsieur le Premier Ministre,

Comme vous le savez bien, je vous ai toujours communiqué, sans aucune modification, les informations concernant les opérations de l'ONUC et plus particulièrement les relations entre l'ONUC et l'ANC. Une communication qui vous a été envoyée le 8 mars a dû être transmise au général Mobutu, qui a été très mécontent d'un paragraphe mentionnant les relations entre les officiers de l'ANC et leurs hommes. Le général a envoyé une copie de sa protestation au commandant de la Force des Nations Unies. Cela est bien regrettable car si l'on prend officiellement connaissance de la lettre du général, des malentendus inutiles s'ensuivront sûrement et peut-être une hésitation de la part de mes collègues et de mon successeur à continuer à être aussi francs avec vous que je l'ai été.

Je sais que vous me croirez lorsque je déclare que les informations qui vous sont transmises ne constituent jamais de critiques mais présentent simplement les faits en vue de guider notre coopération. Je vous suggère instamment de maintenir ces échanges exclusivement au niveau de votre Bureau et du mien, pour la raison que j'ai mentionnée plus haut.

J'espère que vous vous rendez pleinement compte des considérations qui m'ont amené à vous écrire sur ce sujet. Ci-joint, à titre de référence, copie de la lettre du général.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Son Excellence M. Cyrille Adoula,
Premier Ministre de la République du Congo
LEOPOLDVILLE

1 pièce jointe

27.4.63

Notre référence: GVT/341/63

G-988

AV-93

De Leo à New York - 25 avril 63

1. Nous avons reçu le câble suivant de Pweto:

"Le 24 avril, l'administrateur de territoire de Pweto a reçu un nouvel ordre du Parquet d'Eville visant à transférer le prisonnier Kalumba de Pweto à Eville s'il était arrêté à Pweto. L'administrateur s'estime tenu d'obéir à cet ordre. Kalumba doit quitter Pweto pour Eville le 27 avril. Si le Parquet d'Eville, à la requête du Ministre de la Justice de Leo, donne un contre-ordre à l'administrateur de Pweto avant le 27 avril, Kalumba sera emmené à Albertville par les troupes de l'ONUC."

2. La question sera portée à l'attention de M. Adoula et du Ministre de la Justice.

Prime Ministre

~~M. Bomboke, Ministre de la Justice~~

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANISATION
IN THE CONGO

AVEC LES COMPLIMENTS DU
CHARGE DE LA MISSION
DES NATIONS UNIES AU CONGO

Nous avons été chargés de donner les instructions
suivantes aux représentants de l'ONUC à
Elisabethville:

"Je regrette profondément que cette situation
se soit produite et j'espère qu'il sera possible
d'éviter d'envoyer des troupes en ce moment à
l'intérieur de la ville de Kolwezi. Nous agissons
conformément à un plan et nous devrions pouvoir,
à un moment convenu, stationner des troupes dans
les régions peuplées sans provoquer un trop grand
risque d'incidents fatals."

Notre référence: GVT/302/63

TEXTE D'UN MESSAGE COMMUNIQUE A NOTRE REPRESENTANT A ELISABETHVILLE LE
15 AVRIL 1963

1. SI LES QUARTIERS GENERAUX DE L'ANC SONT ETABLIS AUX CAMPS DE POLICE MILITAIRE A L'INTERIEUR DE JADOTVILLE ET DE KOLWEZI VOUS ET WORKU ETES AUTORISES A DONNER L'ORDRE AUX TROUPES DE L'ONUC DE N'AVOIR AUCUNE RELATION AVEC CES QUARTIERS GENERAUX. JE REPETE AUCUNE RELATION ET D'EVITER TOUS CONTACTS AVEC LES TROUPES DE L'ANC QUI Y SONT STATIONNEES.
2. LE SECRETAIRE GENERAL PORTERA A LA CONNAISSANCE DE PAYS MEMBRES AYANT CONTRIBUE DES TROUPES POUR LES OPERATIONS AU SUD KATANGA LA DECISION DE MONSIEUR ILEO D'ETABLIR CONTRAIRE AUX CONSEILS DE L'ONUC, DES QUARTIERS GENERAUX DE L'ANC AUX CAMPS DE POLICE MILITAIRE A L'INTERIEUR DE JADOTVILLE ET DE KOLWEZI.
3. DANS LE CAS OU IL SE PRODUIT UN INCIDENT DU GENRE "ASHER" LE COMMANDANT DE LA FORCE ET MOI-MEME RE-EXAMINERONS LA QUESTION DU MAINTIEN DES TROUPES ONU A JADOTVILLE ET A KOLWEZI ET SOUMETTRONS DES RECOMMANDATIONS AU SECRETAIRE GENERAL.

RKG/mm

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANISATION
IN THE CONGO

AVEC LES COMPLIMENTS DU
CHARGE DE LA MISSION
DES NATIONS UNIES AU CONGO

Nous avons été chargés de donner les instructions
suivantes aux représentants de l'ONUC à
Elisabethville:

"Je regrette profondément que cette situation
se soit produite et j'espère qu'il sera possible
d'éviter d'envoyer des troupes en ce moment à
l'intérieur de la ville de Kolwezi. Nous agissons
conformément à un plan et nous devrions pouvoir,
à un moment convenu, stationner des troupes dans
les régions peuplées sans provoquer un trop grand
risque d'incidents fatals."

Notre référence: GVT/302/63

TEXTE D'UN MESSAGE COMMUNIQUE A NOTRE REPRESENTANT A ELISABETHVILLE LE
15 AVRIL 1963

1. I LES QUARTIERS GENERAUX DE L'ANG SONT ETABLIS AUX CAMPS DE POLICE MILITAIRE A L'INTERIEUR DE JADOTVILLE ET DE KOLWEZI VOUS ET VOSU ETES AUTORISES A DONNER L'ORDRE AUX TROUPES DE L'ONGU DE N'AVOIR AUCUNE RELATION AVEC CES QUARTIERS GENERAUX. JE REPRENDRE AUCUNE RELATION ET D'EVITER TOUTS CONTACTS AVEC LES TROUPES DE L'ANG QUI Y SONT STATIONNEES.
2. LE SECRETAIRE GENERAL PORTERA A LA CONNAISSANCE DE PAYS MEMBRE AYANT CONTRIBUE DES TROUPES POUR LES OPERATIONS AU SUD KATANGA LA DECISION DE MONSIEUR ILBO D'ETABLIR CONTRAIRE AUX CONCLUSIONS DE L'ONGU, DES QUARTIERS GENERAUX DE L'ANG AUX CAMPS DE POLICE MILITAIRE A L'INTERIEUR DE JADOTVILLE ET DE KOLWEZI.
3. DANS LE CAS OU IL SE PRODUIT UN INCIDENT DU GENRE "ASHET" LE COMMANDANT DE LA FORCE ET MOI-MEME RE-EXAMINERONS LA QUESTION DU MAINTIEN DES TROUPES ONU A JADOTVILLE ET A KOLWEZI ET FORMULERONS DES RECOMMANDATIONS AU SECRETAIRE GENERAL.

RKG/mm

Léopoldville, le 26 avril 1963.

N/Réf: GVT/340/63

"PRESISENAT
CHAMBRE DES REPRESENTANTS
PREMIER MINISTRE
VICE PREMIER MINISTRE KASONGO
SECRETAT INTERIEUR

LEOPOLDVILLE N° 02/975/1306/CAB/PRES

AVEC NOMINATION KAYOMBO ALEX COMEXTRA TERRITOIRE KASONGO ETRE GRAVEMENT
TROUBLE. PRESENCE DELEGATION GOUCENTRAL S'IMPOSE IMMEDIATEMENT.

PRESIGOUPRO MANONO PAR SON TELEGRAMME 113/010/CAB. P/63 AVOIR MANIFESTE
DESIR DE SE RENCONTRER SAMBA VERS DEUX MAI PROCHAIN. AIMABLE PRIERE
FIXER DATE ARRIVEE DELEGATION ET SA COMPOSITION AVANT CINQ MAI PROCHAIN
POUR REGLER DEFINITIVEMENT PROBLEMES FRONTALIERS REGIONS BASONGE SANS
EFFUSION DE SANG. HAUTE CONSIDERATION."

Léopoldville, le 26 avril 1963

N/Réf: GVT/340/63

"PRESISENAT

CHAMBRE DES REPRESENTANTS

PREMIER MINISTRE

VICE-PREMIER MINISTRE KASONGO

SECRETAT INTERIEUR

LEOPOLDVILLE N° 02/976/1307/CAB/PRES

VICE GOUVERNEUR MANIEMA EN MISSION KASONGO ETRE OBJET MANDAT EXPULSION SOUS

NO DATE DU 23 AVRIL 1963 DE COMENEXTRA BHUNDE POUR QUITTER TERRITOIRE

KASONGO ENDEANS 24 HEURES. GOUVERNEUR MANIEMA PROTESTE AVEC DERNIERE ENERGIE

PAREILLE MESURE QUI VA A L'ENCONTRE LIBERTE INDIVIDUELLE CITOYENS ET MEPRISE

PUBLIQUEMENT AUTORITE LEGALEMENT ETABLIE. GOUVERNEUR MANIEMA REND RESPONSABLE

COMENEXTRA BHUNDE TOUT DETERIORATION SITUATION KASONGO."

Léopoldville, le 26 avril 1963

N/Réf: GVT/340/63

"PRESIGOUPRO HANONO
KABINDA MININTERS SOUCENTRAL LEOPOLDVILLE
PRESISENAT
CHAMBRE DES REPRESENTANTS LEOPOLDVILLE

N° 02/978/1309/CAB/PRES

REVOTEL N° 113/010 PRIERE AJOURNER VOTRE DEPART POUR SAMBA. DATE RENCONTRE
SERA FIXEE PAR GOUGENTRAL QUI NOUS ENVERRA SA DELEGATION POUR ASSISTER AU
REGLEMENT PROBLEMES FRONTALIERIS MANIEMA - LOMAMI. HAUTE CONSIDERATION."

Léopoldville, le 26 avril 1963

N/Réf: GVT/340/63

"PRÉSENAT
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
PREMIER MINISTRE
VICE-PREMIER MINISTRE KASONGO
SECRETAT INTERIEUR

LEOPOLDVILLE N° 02/977/1308/CAB/PRES

RAPPELLE VOTRE EXCELLENCE APRES INSTAURATION ETAT D'EXCEPTION GOUCESTRAL
AVOIR DESIGNE EKOMBE ET MASOKO COMENESTRA CUVETTE CENTRALE TOUTS DEUX
ORIGINAIRES EQUATEUR. CONSEQUENCES NE S'ETRE PAS FAIT ATTENDRE. GOUVERNEMENT
MANIEMA PROTESTE ENERGIQUEMENT CONTRE NOMINATION KIYOMBO ALEX ORIGINAIRES
KASONGO NOMME QUALITE COMEXTRA ADJOINT PAR BUNDHE PRIONS INSTAMMENT VOTRE
EXCELLENCE FAIRE ABROGER IMMEDIATEMENT CETTE NOMINATION PROPRE PROVOQUER
INCIDENTS SANGLANTS KASONGO."

Luluabourg - 25 avril 63

Le Procureur Bribosia a envoyé aujourd'hui une lettre à M. Luakabwanga, ainsi que des copies au Procureur général et à MM. Kayembe et Badibake. Dans cette lettre, M. Bribosia déclare qu'il a reçu une plainte officielle signée par M. Kayembe et neuf conseillers provinciaux contre les cinq membres disqualifiés. Il formule toutes les réserves à ce sujet, précisant que, n'étant pas lui-même compétent pour traiter cette affaire, il doit en référer au Procureur général. En outre, il rappelle à M. Luakabwanga des articles 128 et 129 de la Loi fondamentale relatifs à l'immunité et à l'inviolabilité des représentants dans l'exercice de leurs fonctions, et il conclut que si cette inviolabilité était attaquée, le Parquet la défendrait immédiatement avec tous les moyens dont il dispose.

Pweto - 25 avril 63

Le 25 avril, j'ai assisté à l'interrogatoire de l'ex-gendarme Pierre Kalumba, détenu dans la prison de Pweto. Il a confessé avoir ~~été~~ été présent lorsque M^{me} Schoonheit a été assassinée par un autre ex-gendarme ^{actuellement détenu} dans la prison de Baudouinville. Je compte apporter le 24 avril le dossier au Parquet d'Albertville où les enquêtes ont commencé. L'administrateur de territoire de Pweto a reçu l'ordre du Parquet d'Evville d'envoyer immédiatement Kalumba à Evville. J'ai fait connaître par téléphone au Parquet d'Evville que le Parquet d'Albertville avait ouvert une enquête et comptait que Kalumba soit envoyé à Baudouinville pour être transféré à Albertville. Veuillez demander au Ministre de la Justice de Léo de faire désister le Parquet d'Evville en faveur de celui d'Albertville.

¶ Pweto - 25 avril 1963

" L'administrateur de territoire de Pweto a reçu un nouvel ordre du Parquet d'Eville pour le transfert du prisonnier Kalumba de Pweto à Eville s'il est arrêté à Pweto. L'administrateur se sent obligé d'obéir à cet ordre. Kalumba doit quitter Pweto pour Eville le 27 avril. Si, avant cette date et à la requête du ministre de la Justice de Léo, le Parquet d'Eville donne un contre-ordre à l'administrateur, Kalumba sera emmené à Albertville par les troupes de l'ONUC."

GVT/336/63

Luluabourg - 24 avril 63

M. Jannone, de l'Unesco, et M. Voegeli, de l'OMS, sont partis pour Léo le mardi 23. M. Khoury, de l'OMM, est parti aujourd'hui mercredi pour Léo, pour congé dans les foyers. M. Barraux, du BIT, est arrivé aujourd'hui à Luluabourg.

Luluabourg demeure calme. Une réunion de neuf conseillers provinciaux et de trois suppléants s'est tenue aujourd'hui au domicile de M. Kayembe. A l'ordre du jour: discussion du rapport de la commission de validation des pouvoirs, et constitution du bureau définitif de l'assemblée. M. Lubaya était également présent. Je crois comprendre qu'après le début de la séance, M. Brisosia leur a dit qu'une telle séance ne pouvait avoir lieu que dans un endroit public. Par conséquent, il est probable que la séance reprendra ailleurs.

M. Lubaya m'a dit que selon les informations reçues par ses partisans travaillant au bureau des PTT, M. Luakabwanga aurait demandé par téléphone à M. Adoula la permission de l'arrêter. M. Adoula aurait accordé cette permission sous réserve de prouver que M. Lubaya a commis un délit contre la loi ou a trouble l'ordre public.

Une lettre a été reçue du commandant Mondjiba, selon laquelle des mesures disciplinaires ont été prises contre la personne responsable de la réquisition du 11 avril, et assurant que pareils actes ne se répéteront pas à l'avenir.

Elisabethville - 24 avril 63

Trois délégués de Dilolo sont venus me voir ce matin pour nous demander d'envoyer des troupes à Dilolo, car ils craignent que des troubles pareils à ceux de Jadotville n'éclatent d'un moment à l'autre. Vous vous souviendrez qu'ils avaient déjà lancé un appel analogue il y a quelque temps. A cette époque, notre décision avait été d'envoyer un groupe d'observation à Dilolo suivi par une compagnie du bataillon irlandais. Par la suite, nous avons trouvé que cela était impossible car les troupes devaient être rapatriées et le nouveau contingent n'aurait pas été suffisamment acclimaté pour être envoyé immédiatement à Dilolo.

La seconde difficulté réside dans le pont de Dembo, entre Sandoa et Dilolo. M. Ileo possède l'argent pour la construction de ce pont, mais je crois bien que celle-ci n'a pas encore commencé.

Enfin, nous ne sommes pas sûrs que la piste d'atterrissage à Dilolo présente des garanties de sécurité et, en tout cas, nous aurions besoin d'un appui des forces terrestres avant d'envoyer là nos avions. Comme vous vous en souvenez, nous avons suggéré que l'ANC stationne 1 bataillon à Dilolo. Sur cette base, j'ai proposé à M. Ileo qu'il envoie des troupes de l'ANC à Dilolo par voie ferrée ou par route. Il hésite à faire cela avant que les troupes de l'ONUC se rendent d'abord à Dilolo.

Albertville - 24 avril 63

En raison des pluies torrentielles de ces derniers jours, l'ONUC a fourni un camion, outre les quatre camions de l'ANC. ~~Rarement~~ Quelques compagnies de l'ANC aident à construire des maisons et à réparer des ponts pour les gens menacés par les inondations.

Nous recommandons qu'un ou deux reporters du Service de l'information soient envoyés ici dès que possible pour photographier et filmer l'aide donnée par l'ANC, ce qui pourra par la suite être montré dans différentes parties du Congo ou à l'étranger. Je crois que si l'ANC effectue une tâche constructive et aide la population congolaise, cette oeuvre humanitaire doit recevoir toute la publicité possible.

Puis-je suggérer qu'une lettre de remerciements du Gouvernement central et/ou de l'ONUC soit envoyée au colonel Masiala et au major Nzoigba pour toute l'aide qu'ils ont fournie à cet égard malgré de nombreux obstacles.

Kindu - 22 avril 63

La situation à Kindu est calme. Les rumeurs de la libération de Lassyry ainsi qu'un télégramme parvenu à Kindu et indiquant qu'il revenait ont cause quelque appréhension.

En matière de formation policière, la police nigérienne se heurte à certaines difficultés car le gouvernement provincial n'a pas pu jusqu'à présent décider de la liste définitive de la force de police.

La rivière Lualaba monte toujours mais il y a peu de danger d'inondation. On signale que le Maniema aura cette année une excellente récolte de riz: selon des estimations non confirmées, elle serait de 4.000 à 6.000 tonnes. Une certaine quantité de bois d'oeuvre et de construction est déjà acheminée par le truchement de la CFL vers Albertville, qui en a grand besoin. On signale aussi de Kongolo que les choses progressent; néanmoins, la situation alimentaire est très mauvaise.

La discipline de l'ANC est bonne mais les tribus Bahemba se cachent toujours et refusent de revenir à Kongolo.

COMITE CONSULTATIF - 24 AVRIL 1963

New York - 24 avril 1963

Au cours du débat de cet après-midi du Comité consultatif pour le Congo sur la question de la formation et de la réorganisation de l'ANC, les positions habituelles ont été réaffirmées. Le Ghana, la RAU, le Maroc, la Guinée, la Tunisie et le Mali se sont opposés à la demande congolaise et ont indiqué que l'ONU, s'il était fait pression sur elle, devrait accélérer son retrait du Congo. Le Canada et l'Irlande ont dans l'ensemble adopté une attitude modérément sympathique. La Suède, la Nigéria, le Libéria, le Sénégal, le Soudan, l'Inde et l'Ethiopie ont été en faveur d'une solution de compromis.

Finalement, M. Bomboko a déclaré positivement que la réorganisation de l'armée relevait exclusivement de la compétence du Gouvernement congolais, qui ne reviendra pas sur ses décisions et qui, s'il ne reçoit pas d'assistance de l'ONU, assumera ses propres responsabilités.

En clôturant le débat, le Secrétaire général a indiqué qu'en l'absence d'opinion unanime, sa réponse à M. Adoula serait guidée par l'"état d'esprit" du Comité, par la reconnaissance générale que le Gouvernement du Congo est souverain et peut agir en conséquence, et par le fait que l'ONU a des fonctions définies au Congo qu'elle ne peut adiquer. Le Secrétaire général a ajouté qu'il faudrait trouver une formule qui satisfasse aux points ci-dessus.

Luluabourg - 22 avril 63

A la demande de M. Kayembe, le commandant de la gendarmerie a fourni ce matin une protection à l'Athénée, mais il l'a retirée après que M. Luakabwanga et wafwana eurent protesté auprès de lui et du major Mena. Par conséquent, il n'y a pas eu aujourd'hui de réunion de l'Assemblée. Cependant, M. Bribosia m'a fait savoir que la clôture de la session de l'Assemblée par M. Luakabwanga est illégale aux termes du deuxième paragraphe de l'article 132 de la Loi fondamentale, et qu'il a donné l'ordre au commandant de la gendarmerie de fournir au lieu de réunion de l'Assemblée une petite force à titre de mesure normale visant à maintenir l'ordre public; je crois savoir que le commandant de la gendarmerie agira en conséquence. Il est donc probable qu'il y aura demain mardi une réunion de l'"assemblée de Kayembe" et l'on peut s'attendre qu'elle amènera sous peu à la chute du gouvernement Luakabwanga. M. Bribosia et moi-même estimons que M. Luakabwanga acceptera peut-être la défaite et s'abstiendra de provoquer des troubles s'il constate que l'ANC et la gendarmerie assurent la légalité en permettant à l'Assemblée de fonctionner sans ingérence extérieure.

23/4/63

~~De Léo à New York - 23 avril 63~~

Le dimanche 21 avril 1963, je me suis rendu à Bukavu en compagnie de M. Cuperus. J'y ai discuté de la situation politique avec M. Gaviola, principal représentant civil de l'ONUC. Le Kivu Central n'a pas pour le moment de gouvernement provincial, et il semble improbable qu'il soit possible d'en constituer un, en raison de l'animosité profonde qui règne entre les partisans de M. Mirano, ancien président provincial, et le féodal Mwami Kabare. J'ai eu l'occasion de parler au fils de celui-ci, Albert Kabare, qui doit être considéré comme la force politique agissante de la famille et qui m'a donné à entendre qu'en aucune circonstance il acceptera un compromis politique avec son adversaire. L'impasse semble totale et l'actuel état d'exception, par lequel toute autorité incombe au commissaire extraordinaire envoyé par le Gouvernement central, pourrait bien continuer pendant longtemps. Il est hasardeux d'essayer de trouver une solution conforme aux dispositions juridiques existantes, car Kabare commande des milliers de membres de tribu qui, sur son ordre, pourraient provoquer des émeutes et rendre difficile le fonctionnement normal de l'Assemblée provinciale.

Un autre lieu de troubles est Goma, qui est revendiqué par le Kivu Central contre les aspirations du Gouvernement du Nord-Kivu visant à faire sa capitale de cette ville assez importante. Le Gouvernement central a décidé d'incorporer la ville au territoire du Kivu Central, et M. Rudahindwa, ancien ministre du Gouvernement central et originaire du Kivu Central, avec lequel je me suis entretenu de la question, est d'avis que cette décision de Léo ne doit pas être révoquée.

Passant par Goma à mon retour, j'ai rencontré M. Palukh, vice-président du Nord-Kivu, qui m'a dit que sa province ne pouvait absolument pas accepter cette situation, et que des troubles graves sont à craindre si le Gouvernement central ne rapporte pas sa décision. M. Mofley, président du Nord-Kivu, se trouve en ce moment à Léo pour discuter de la question avec les représentants du Gouvernement central.

Pendant mon vol de retour de Goma à Léo, je me suis arrêté à Coquilhatville où, également, des troubles menacent d'éclater. Il résulte du rapport que m'a fait M. Jackman, représentant de l'ONUC, que ces troubles proviennent du fait que la population de la ville, dont la majorité appuie l'ex-président Engulu, est en désaccord complet avec la décision du Gouvernement central de décréter un état d'exception pour cette province. M. Mossoko, commissaire extraordinaire adjoint nouvellement nommé, a été chassé le jour de son arrivée et sa maison pillée. Comme la force locale de police est encore assez efficace, d'autres troubles résultant de la tension politique ont été évités, mais la situation demeure instable.

Pour résumer les conclusions de mon voyage d'information: dans les trois régions qui ont été relativement calmes pendant les douze derniers mois, il existe maintenant des endroits qui nous donnent des raisons d'anxiété.

N/Réf: GVT/328/63

De Léo à Eville - 23 avril 63

Il n'est pas nécessaire que l'équipe de l'ONUC offre instamment ses services à la délégation congolaise, mais veuillez faire savoir à M. Ileo que je déclare que nous avons fait tout en notre pouvoir pour aider au maintien de l'ordre public, et que je n'apprécie pas du tout la notion qu'ont les députés de la coopération. Veuillez faire en sorte que l'équipe de l'ONUC retourne à Léo par le prochain avion disponible.

Elisabethville - 22 avril 63

1. L'équipe de l'ONUC venue de Léo pour conseiller la commission de la Chambre des représentants dans son enquête sur les troubles de Jadotville vient de retourner à Eville vers 15 heures (heure locale). Elle est arrivée à Jadotville vers 08.45 et y a rencontré les trois députés vers 16 heures; eux-mêmes étaient arrivés à 13 heures. On lui a dit qu'elle n'avait pas besoin de participer à l'enquête, car celle-ci allait être exécutée par les députés eux-mêmes sans l'aide de l'équipe de l'ONUC. Dans ces circonstances, M. Taff et ses collègues n'ont pas eu d'autre choix que de retourner à Eville et de me faire leur rapport.

2. J'ai téléphoné immédiatement à M. Ileo pour lui faire part de la gravité de la décision prise par les députés en refusant l'assistance de l'ONUC. M. Ileo a répondu qu'il n'était pas en mesure de faire des commentaires immédiats sur cette question, qui était de la compétence du pouvoir législatif plutôt que du pouvoir exécutif. Il a ajouté qu'il téléphonerait à Jadotville. Je lui ai dit que deux possibilités m'étaient ouvertes: 1) renvoyer immédiatement à Léo l'équipe de l'ONUC; 2) persuader les députés de travailler avec l'ONUC comme décidé à Léo.

3. Je considère que cette situation est extrêmement grave. Les députés savaient dès le début que l'équipe de l'ONUC devait aider à l'enquête, et je n'arrive pas à comprendre qu'ils aient attendu près d'une semaine avant de tourner le dos à nos fonctionnaires et à l'ONUC le jour même où ils ont décidé de commencer leur enquête.

4. Les députés ont déjeuné avec les représentants de l'Union Minière et le ministre Munongo. Ils demeurent à l'hôtellerie de l'Union Minière.

5. Je vous serais très obligé de me donner votre avis sur l'attitude que je devrais prendre sur cette question. Compte tenu du très gros effort que l'ONUC a fourni pour faire cesser les troubles à Jadotville, il importe que la décision prise par vous pour fournir des conseillers de l'ONUC dans l'enquête de Jadotville soit maintenue.

Notre référence: GVT/325/63

Luluabourg - 29 avril 63

La situation politique n'a pas évolué ici après que M. Luakabwanga ait clos la session de l'assemblée provinciale, et la ville demeure calme. Les patrouilles de l'ONU dans la ville ont été réduites à la normale. On peut compter que M. Lubaya ne se tiendra pas pour battu, mais la seule méthode légitime qui lui reste ouverte - à moins d'obtenir une réunion extraordinaire en vertu de l'article 135 - semblerait de persuader l'opposition parlementaire de faire pression sur le Gouvernement central. Il reste à voir si M. Lubaya continuera à agir légitimement en face des manipulations de l'assemblée par M. Luakabwanga en vue de garder le pouvoir. Il semble clair non seulement que M. Lubaya (de l'avis de la plupart des observateurs qualifiés) a l'appui d'une large majorité de la population, mais qu'il est presque certainement soutenu à présent par une majorité des membres de l'assemblée (bien qu'ils n'aient pas réussi à organiser efficacement ce soutien). Par conséquent, la situation politique est très instable et je doute qu'elle puisse rester ainsi indéfiniment, malgré la répugnance manifeste de M. Lubaya d'encourir la responsabilité de provoquer des troubles, avec comme résultat une action de l'ANC et de la gendarmerie.

Notre référence: GVT/324/63

Goma - 19 avril 63

L'officier de liaison local, 2 officiers indonésiens et 18 soldats sont arrivés à Goma le 18 à 14h.30Z.

La situation générale actuelle tendue à Goma, qui a culminé dans les événements des 15, 17 et 18, est due à la rage et à la frustration des partisans du gouvernement du Nord-Kivu par suite de la décision de l'assemblée d'incorporer au Kivu Central les territoires contestés de Goma et de Rutshuru.

Le 18 avril à 13h.Z, les partisans du Nord-Kivu ont commencé à marcher sur la résidence de M. Musamba, administrateur spécial, transportant de l'essence à des fins incendiaires. Les gendarmes ont tiré quelques coups en l'air mais la foule ne s'est pas dispersée jusqu'à ce que M. Musamba ait promis qu'une délégation du gouvernement provincial serait envoyée à Léo le lendemain pour discuter des doléances.

Des entretiens ont eu lieu dans la soirée du 18 avril entre IM. Bunde, Musamba et le Ministre de la Défense Anany qui était arrivé le même jour à Goma.

Le 19 avril, la délégation du gouvernement provincial est partie pour Léo et M. Anany pour Eville.

L'arrivée des troupes indonésiennes semble opportune mais on estime que leurs effectifs sont insuffisants en cas de réelle urgence.

Aujourd'hui, la situation est assez calme et normale et il est probable qu'elle le demeurera au moins jusqu'au retour de Léo de la délégation.

L'officier de liaison retournera à Albertville le 21 avril sauf instructions contraires. Il rencontrera le 20 avril le commandant de l'ANC Gerhard.

Luluabourg - 18 avril 63

L'expert fiscal Aaltonen a visité Tshikapa et il se rendra avec l'expert postal Gnaegi demain vendredi à Lodja si le temps le permet.

L'opératrice à bande simple est revenue et l'on compte que l'appareil pourra fonctionner à partir de demain.

M. Ubaya, en qualité de président de l'Union démocratique africaine, a écrit au président Luakabwanga pour se plaindre de l'arrestation illégale et de la détention à Tshikapa et Demba des membres de son parti par l'administrateur agissant sur les ordres de M. Luakabwanga.

La commission de réconciliation a annoncé la reconnaissance de l'abbé Athanase Ndjadi comme vice-président du gouvernement de Diamusumbu de Sankuru (qu'elle reconnaît comme gouvernement légal) et soutient qu'elle a mis fin à la division politique dans la province. " Cet égard, M. Joseph Lutala, qui était considéré comme un candidat principal à la présidence, a été apparemment nommé Ministre du Gouvernement central pour les classes moyennes et le développement communautaire. Il reste à voir si l'abbé et son groupe de Batelela acceptera les arrangements proposés.

La réunion de l'Assemblée de Sankuru semble attendre toujours la décision du Gouvernement central (du Ministre de l'Intérieur) sur l'éligibilité qu'ont certaines personnes à siéger.

Elisabethville - 19 avril 63

M. Sanborn nous a envoyé la nuit dernière le câble suivant:

"De graves troubles menacent Nzilo I et III en raison du manque total de nourriture. Il est urgent que la nourriture arrive le plus tôt possible demain".

Nous avons porté cette question à l'attention des autorités de l'ANC à Eville; elles ont promis d'envoyer des denrées alimentaires demain à Kolwezi et ont demandé l'assistance de l'ONU sous forme de transports aériens. J'examine cette demande et vous informerai plus tard aujourd'hui de la situation.

Luluabourg - 18 avril 63

En raison des pluies diluviennes qui se sont abattues ici la nuit dernière et ce jeudi matin, il n'y a pas eu de réunion de l'Assemblée provinciale du Luluabourg (sous la présidence soit de M. Kayembe soit de M. Badibake). Le président Luakabwanga a lancé des invitations à un cocktail-party ce soir à l'occasion de la fin de cette session de l'Assemblée.

Ce matin, M. Luakabwanga est venu à mon bureau et s'est plaint que nos patrouilles, surtout nos voitures blindées de reconnaissance - qu'il appelle "tanks" - ont semé la crainte parmi la population de Lulu et ont donné ici une fausse impression d'insécurité; il a demandé la réduction des patrouilles diurnes et en particulier la cessation des patrouilles de voitures blindées. Il a ajouté que la présence d'une patrouille de l'ONU à l'Athénée Royal, où l'Assemblée s'est réunie hier, suggérerait la protection de l'ONU pour la séance présidée par M. Kayembe, et il a prétendu que le commandant de la patrouille avait pénétré dans le lieu de réunion de l'Assemblée. Il est possible qu'il vous envoie ainsi qu'à M. Adoula des protestations dans ce sens. J'ai dit à M. Luakabwanga que je considérais la situation ici comme potentiellement dangereuse en raison de ~~kaxak~~ l'instabilité politique manifeste, et j'ai mentionné les récents événements tels que l'arrestation illégale du personnel de l'ONU jeudi dernier, le hold-up et le vol du personnel de l'ONU près de Lulu et l'assassinat à Lulu d'un Européen. J'ai également souligné qu'à part la nécessité de prendre toutes les mesures raisonnables pour la sécurité du personnel de l'ONU et de ses familles, les patrouilles avaient sans aucun doute un effet décourageant sur les auteurs de troubles éventuels et que personne ne pouvait honnêtement soutenir qu'il craignait une attaque par les troupes de l'ONU en ce qui concernait la patrouille visitant l'Athénée. J'ai ajouté qu'il ne pouvait être question de patrouilles "protégeant" une séance quelconque de l'Assemblée et qu'en fait la protection était assurée par le commandant de la gendarmerie (je crois comprendre sur la demande de M. Kayembe). Par la suite, j'ai pu me rendre compte que notre patrouille s'était arrêtée quelques minutes à l'Athénée pendant que son commandant demandait si la séance allait avoir lieu, mais qu'il n'avait pas pénétré dans le lieu de réunion. Des ordres ont été donnés maintenant pour interdire aux patrouilles de s'arrêter à l'avenir aux lieux d'Assemblée ou dans les environs. Le ton de M. Luakabwanga était modéré et il semblait radouci.

Coquilhatville - 18 avril 63

Aujourd'hui, les ministres d'ici ont essayé d'envoyer la police en "vacances". Tous les édifices publics se sont vidés à la suite d'instructions émanant d'une source non révélée. Malgré cela, M. Moermans, inspecteur belge de la police provinciale, a autorisé une patrouille à arrêter le pillage de la résidence de M. Mossoko et a continué à observer d'autres dispositions actuellement en vigueur en vue du maintien de la paix. Le ministre de l'Intérieur a blâmé personnellement le commissaire de police pour son intervention, déclarant que la police ne devait recevoir d'ordres que de lui-même. J'apprends de source certaine que la foule a reçu l'instruction d'attaquer les maisons des membres de l'opposition et de se livrer à d'autres pillages, y compris sur les locaux commerciaux. En ce moment, la police se maintient fermement et le danger de troubles a probablement diminué considérablement en raison du départ de M. Mossoko.

Bukavu - 18 avril 63

La mission aérienne à destination de Beni a emporté une tonne de fournitures médicales pour les hôpitaux du Nord-Kivu.

J'ai rencontré à Beni le ministre de l'Intérieur Kaltenga du Nord-Kivu, le commissaire de district Kakoy, l'administrateur Munindo, le nouveau chef de l'ANC Mukendi et le commissaire de police Kingombe.

Les planteurs ont été récemment menacés et volés. L'ANC voudrait patrouiller mais n'a pas un seul véhicule. Le consul de Belgique a enquêté sur les attaques.

Nous nous sommes arrêtés à Goma, où le secrétaire d'Etat Lunyasi et le commandant de l'ANC Utshudi étaient arrivés pour enquêter sur les récents troubles qui ont fait plusieurs morts. La situation est calme mais tendue, car les autorités du Nord-Kivu sont très ennuyées de l'annexion des territoires contestés par le Kivu Central.

Luluabourg - 17 avril 63

Huit membres de l'assemblée provinciale du Luluabourg se sont réunis cet après-midi sous la présidence de M. Théodore Kayembe et ont déclaré disqualifiées les cinq personnes mentionnées. Je crois comprendre que M. Kayembe compte convoquer demain jeudi une autre réunion avec les substituts de ces cinq personnes afin d'élire le bureau de l'assemblée. Il est à présumer que cela sera suivi du renversement du gouvernement Lukabwe. Cependant, il semble qu'une réaction se produira bientôt. Nous nous tenons en contact étroit avec le procureur d'Etat par intérim et les commandants de l'ANC et de la gendarmerie. J'ai conseillé à notre personnel civil d'éviter de se rendre dans les communes ou de rester sans nécessité dans les lieux publics pour le moment. Les militaires de l'ONU prennent aussi les précautions nécessaires.

Selon des rumeurs non confirmées, une fouille générale pour la recherche d'armes et de documents compromettants aura lieu demain jeudi à partir de 5 heures dans les maisons ou les appartements des Européens. Le procureur d'Etat a constaté que les chefs de la sûreté et de la gendarmerie n'avaient pas reçu d'instructions à cette fin et il a fait savoir au commandant de la gendarmerie, par écrit, que l'emploi de la gendarmerie à cet effet serait illégal sauf sur des ordres précis du Parquet, et que le commandant de la gendarmerie serait, dans ce cas, tenu personnellement responsable. Le procureur prend des mesures pour faire face à toute tentative de fouille qui pourrait être faite.

Luluabourg - 17 avril 63

Le major Mena, commandant de l'ANC, devait revenir de Léo aujourd'hui, mais il n'est pas arrivé.

Artumba Defwa, défenseur du Parquet de Lulu et kalonjiste, m'a demandé d'organiser une rencontre avec M. Ngalula en vue d'une réconciliation.

Un gouvernement a été établi pour la province du Sankuru. Le président Diamasumbu, Joseph Onemba et Médard Olongo représentent le groupe du gouvernement provincial. Albert Welo, Jean Koyalodi, Michel Enungaya et Justin; Kasongo représentent l'opposition. Le sénateur Robert Tchale Otchoudi, le député Joseph Lutula (qui a failli être président lors des élections précédentes) et M. Cléophas Meisi sont les observateurs pour le Gouvernement central.

Nos experts des travaux publics essaient de faire procéder à un examen complet de l'équipement routier de la TPM à Lulu, qui est considéré être maintenant propriété du Gouvernement central et que le Gouvernement central a rendu maintenant disponible. Il est dans un état déplorable et l'examen nécessitera plusieurs mois.

GVT/314/63

Tanikapa - 16-17 avril 63

La patrouille libérienne est arrivée le 17 à 10h.30. Il n'y a pas eu d'incidents sur sa route et l'administration locale a été heureuse de voir une patrouille de l'ONU. Les fournitures médicales ont été livrées au médecin de l'OMS. L'expert fiscal de l'ONU est arrivé par avion et l'officier de liaison qui l'accompagnait a livré d'autres fournitures médicales ainsi que du courrier pour les missions. Tout est calme en ville mais les missionnaires déclarent que les professeurs des écoles d'état sous le gouvernement de l'Unité Kasalienne n'ont pas été payés depuis trois mois. La patrouille libérienne se rendra à Charlesville et Luebo dans les prochains jours.

Luluabourg - 16-17 avril 63

La ville demeure tranquille avec la réunion de l'assemblée provinciale dans l'après-midi du 17 avril. Le 3ème régiment nigérien continue ses patrouilles de la ville, et bien que la police et la gendarmerie locales aient déclaré qu'elles n'avaient pas d'instructions pour fouiller les résidences des Européens, comme signalé, les patrouilles auront lieu dans la ville au début de la matinée du 18.

GVT/313/63

Baudouinville - 17 avril 63

Le lieutenant Mwamba Kasai, porte-parole des ex-gendarmes katangais dans cette région, m'informe que ceux-ci s'impatientent de plus en plus au sujet des instructions concernant leur réintégration dans l'ANC. Lorsque le major Atakombe a visité Baudouinville il y a un mois, on leur a dit de rester tranquillement où ils étaient, dans leurs habits civils, et d'attendre des ordres ultérieurs. Le lieutenant Mwamba déclare que la majeure partie de deux bataillons désire maintenant se joindre à l'ANC. Cependant, une partie d'entre eux seulement s'est inscrite plus tôt.

GVT/312/63

Baudouinville - 17 avril 63

M. Robert Delalieux, conseiller de l'administrateur territorial de Baudouinville, a reçu du Ministre de l'Intérieur du Nord-Katanga, de passage ici, l'offre d'un poste à Albertville en qualité de conseiller au Ministère des Finances. Le Ministre de l'Intérieur du Nord-Katanga demande au Gouvernement central d'autoriser le transfert de M. Delalieux, lequel semble désireux d'accepter le poste si le Gouvernement central le permet.

GVT/311/63

Baudouinville - 17 avril 63

M. Georges Katombe, Ministre de l'Intérieur du Nord-Katanga, est arrivé le 14 avril à Baudouinville par un bateau de la CFL, accompagné par un détachement de police de 50 hommes. Il est en train de faire une tournée dans diverses localités de la région Kasimba-Kamipini-Pepa et retournera à Albertville le 18 avril. Par suite de l'arrivée de la police d'Albertville et de ^{l'} ^{qu'elle a opérée} ~~leur~~ arrestation/de deux ex-gendarmes katangais - relâchés le lendemain -, la tension augmente à Baudouinville et il y a une forte possibilité de conflits. L'effet combiné des agents de la Sûreté et de cette police crée une confusion administrative, car l'administration continue à être payée par Eville. L'administrateur Mwenge, homme compétent, semble perdre le contrôle de la situation.

GVT/310/63

Goma - 17 avril 63

Durant la nuit du 15 au 16 avril, un petit village à 10 kilomètres de Goma, habité par des Banis-Ruanda, a été attaqué par des partisans du Nord-Kivu. Deux Banis-Ruanda ont été blessés et seize femmes et enfants ont été pris par les assaillants et transportés à Sake par camion. Ils ont été relâchés le lendemain matin mais certains d'entre eux ont subi des mauvais traitements. J'ai appris que cette opération avait été dirigée par deux individus équivoques nommés Bigobuka et Kamango. Le président provincial nie avoir connu leur action ou l'avoir contrôlée; néanmoins, ils ont remis leurs prisonniers à la police provinciale de Sake. Les habitants du village attaqué, au nombre de soixante, dorment maintenant dans les locaux de M. De Munk, propriétaire européen d'une plantation voisine. La gendarmerie patrouille la région.

Léopoldville, le 16 avril 1963.-



OSM/FM.-
Ministère des Affaires Sociales
Jeunesse et Sports
B P. 3275

DIRECTION

C / Pol 000 Cent Gov.

(1) N° 636/CAB/MASJS.-

Transmis copie pour information à
- Monsieur le Premier Ministre.
- Monsieur le Président du Conseil
National de la Jeunesse.

Réf. n° : V/1.GVT/240/63
du 26 mars 1963.

Annexe :

✓ A Monsieur R. Gardiner
Représentant de l'O.N.U. au Congo
LEOPOLDVILLE.-

Objet : Délinquance
juvénile.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur d'accuser réception
de votre lettre dont référence et objet sous rubrique faisant suite
à mon n°376 du 6 mars dernier.

Je veux croire et suis bien aise que
tout malentendu au sujet de l'incident dont question soit dû à une
difficulté de langage. Il eut été en effet peu croyable que des
officiers de l'ONUC aient agit avec l'intention d'encourager la
délinquance des jeunes.

Il reste cependant que ces officiers
qui rencontrent une difficulté de langage se rendent compte que
ces difficultés sont susceptibles d'engendrer des malentendus
regrettables et s'assurent que leurs gestes sont bien interprétés
par ceux qu'ils désirent approcher.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération très distinguée.-

POUR LE MINISTRE, en mission,
LE CHEF DE CABINET,



Cette copie: Fm. Ind.

23/4

Léopoldville, le 16 avril 1963

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

N° 915/63.....

/CAB/P. M./

*copy sent to NY
17/4/1963*

Objet :

Monsieur le Secrétaire Général,

Dans ma dernière lettre, datée du 3 avril, sur l'instruction et la modernisation de l'Armée Nationale Congolaise, je vous ai dit combien j'estimais importante et urgente ma demande d'assistance à ce sujet. De plus, mon représentant auprès des Nations-Unies vous a transmis le mémoire du Ministre des Affaires Etrangères sur ce même sujet, en date du 28 mars 1963, où la façon de voir de mon gouvernement est exposée plus en détail.

La question présente toutefois un aspect des plus important dont je n'ai pas traité jusqu'à présent et sur lequel je voudrais maintenant attirer toute votre attention. Je veux parler de la résolution 1474 (E-IV) adoptée par l'Assemblée Générale en septembre 1960, et plus particulièrement de son paragraphe six dans lequel l'Assemblée "invite tous les états à s'abstenir de fournir, directement ou indirectement, des armes ou autre matériel de guerre, du personnel militaire ou autre assistance à des fins militaires au Congo pendant la durée de l'assistance militaire accordée à titre temporaire par l'intermédiaire des Nations Unies, sauf si les Nations Unies le demandent, par l'entremise du Secrétaire Général..."

Vous conviendrez avec moi, j'en suis sûr, que la situation actuelle dans mon pays est si radicalement différente de ce qu'elle était au moment de l'adoption de la résolution que le paragraphe six de ce texte ne correspond plus à la réalité et est inapplicable. A l'époque, cette clause était sans nul doute une garantie nécessaire, la crise politique aigue et la menace de chaos commandant d'adopter des mesures d'urgence pour éviter toute ingérence dangereuse de l'extérieur. Aujourd'hui, le Congo possède un gouvernement souverain, pleinement responsable, que j'ai l'honneur de diriger et vous penserez comme moi, j'en suis persuadé, que nul aux Nations Unies ne songerait à imposer des restrictions injustifiables et intolérables à la liberté d'action de ce gouvernement.

./..

Son Excellence U THANT
Secrétaire Général des Nations-
Unies - NEW-YORK

- 2 -

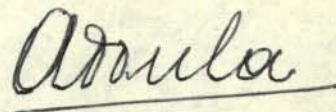
J'ai dit clairement, vous le savez, que mon gouvernement souhaite confier aux Nations-Unies un rôle important - la coordination de l'assistance qu'il recevra pour l'instruction et la modernisation de ses forces armées - et je continue d'espérer que les Nations-Unies seront en mesure de se charger de cette tâche. Mais j'en appelle aussi à vous pour confirmer mon interprétation de la résolution susmentionnée de l'Assemblée générale, à savoir qu'il ne serait ni juste ni conforme aux intentions véritables de l'Assemblée d'interpréter le paragraphe six de ce texte comme limitant à l'heure actuelle la liberté d'action de mon gouvernement s'agissant de rechercher, partout où il le jugera bon, l'assistance dont il pourra avoir besoin. D'ailleurs, je note que le paragraphe six commence par les mots: "sans préjudice des droits souverains de la République du Congo".

Je ne suggère pas que l'Assemblée générale remette en question la résolution, ce qui à mon avis serait inutile. Il me suffirait, pour les besoins de la cause, de savoir que vous pensez comme moi qu'une clause rédigée à une époque de crise aigue ne saurait raisonnablement être considérée comme pouvant aboutir à gêner l'action d'un gouvernement légitime ultérieur dans des circonstances toutes différentes, et en fait à lui lier les mains.

J'espère très vivement que vous partagez ma façon de voir sur ce point.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE



Cyrille ADOULA

RÉPUBLIQUE DU CONGO



Cabinet
du Premier Ministre

Central Govt
File

C/Pol 000 Cent Govt

Ministre ILEO
E'ville.

Merci pour votre message au
sujet Jacobsville. J'espère que
vous avez entendu le Communiqué
que j'ai publié à ce
sujet. Une commission d'en-
quête arrivera sur place.

J'estime qu'il ne faut pas
mettre l'A.N.C. dans ces
désordres pour le moment et
pense que Tshombe en
profite pour ~~les~~ incriminer
nos soldats. Il faut être
très prudent. La Mission
de M. Bomboke à New
York est très délicate.

RÉPUBLIQUE DU CONGO



Cabinet
du Premier Ministre

Monsieur Thant
Secrétaire Général Nations Unies
New York

A la suite du remaniement
au mon Gouvernement, certaines
modifications sont intervenues
dans les attributions de plusieurs
ministres. C'est le cas notam-
ment de Monsieur Bomboko
qui devient Ministre de la
Justice.

Malgré ce changement, M.
Bomboko reste notre mandataire
dans les discussions concernant
l'A.N.C. au sein du Comité
consultatif. Je vous prie de
lui témoigner la même
confiance que par le

passé.

Haute considération

Cyprien ADOLLA
Premier Ministre.

Adoula
15.4.63.

Luluabourg - 16 avril 63

Je crois comprendre que M. Lubaya a maintenant l'appui de dix membres de l'Assemblée du Luluabourg ou davantage (sur un total de 17 qui comprend les 5 déclarés non qualifiés), et que ces membres se rencontreront ce soir ou demain sous la présidence de M. Théodore Kayembe. Il est à présumer que cette réunion se déclarera l'Assemblée légale et proclamera que les débats du 1^{er} avril et les débats ultérieurs sont illégaux. L'étape suivante sera probablement de réunir les substituts des cinq personnes disqualifiées (qui, l'on croit, appuient M. Lubaya) pour obtenir une nette majorité des deux tiers et élire un nouveau gouvernement. J'ai informé M. Eribosia, procureur d'Etat par intérim, ainsi que M. Mondjiba, de la réunion projetée. On semble donc en venir au fait et il est à présumer que le Gouvernement central sera maintenant obligé de décider s'il doit reconnaître ou non comme légale l'Assemblée présidée par M. Kayembe. La situation deviendra évidemment grave si des tentatives sont faites pour arrêter ces membres de l'Assemblée ou si les politiciens rivaux décident de lutter à outrance avec leurs partisans armés.

GVT/307/63

Bukavu - 16 avril 63

Le secrétaire d'Etat Lynyasi et le commandant Utshud sont arrivés de Kindu. Ils confirment le rapport de M. Samy selon lequel la situation est calme. Ils partiront demain par avion pour Goma afin d'enquêter sur les rapports selon lesquels il y a eu des combats et que plusieurs personnes ont été tuées.

GVT/306/63

Elisabethville - 16 avril 63

Au cours d'une querelle tribale à Kapata (quartier africain à 10 kilomètres de Kolwezi), 2 Congolais ont été tués, 1 a été blessé et 1 est porté manquant. Des mesures militaires énergiques ont été prises immédiatement pour réduire au minimum les autres incidents auxquels on s'attend. Nous câblerons au fur et à mesure des développements.

GVT/305/63

Kindu - 16 avril 63

La situation à Kindu est calme. Soumialot et Kalisbe sont toujours en fuite et l'on croit qu'ils se cachent à Samba et Kibombo respectivement. Les gendarmes sont en ce moment sur leurs traces. Je signalerai tous autres développements.

Goma - 16 avril 63

Dans la nuit du 14 au 15 avril, les partisans d'un gouvernement du Nord-Kivu ont attaqué dans la commune de Goma les maisons des Banyaruanda, en détruisant dix ou en y mettant le feu. Un Banyaruanda a été tué et deux gravement blessés. Les partisans du Nord-Kivu sont furieux de la décision de l'Assemblée de rattacher au Kivu Central les territoires contestés de Goma et de Rutshuru.

En réponse à la demande urgente du président du Nord-Kivu, je me suis rendu vers la fin de l'après-midi dans la capitale provinciale de Sake, que j'ai trouvée dans un état de surexcitation: la police provinciale était armée de carabines et de matraques et la Jeunesse et les autres étaient armés de frondes et de lances, et arrêtaient les véhicules. Des rumeurs sans fondement parvenaient sans cesse, annonçant des attaques des Banyaruanda sur le territoire du Nord-Kivu. Je me suis rendu avec le président dans le village proche de Mitoka, où l'on signalait que les Banyaruanda avaient attaqué les Bahutu. Je n'ai rien trouvé de malencontreux dans le village et je suis retourné à Sake, où j'ai trouvé un prêtre européen et une soeur congolaise détenus dans leur véhicule, le droit d'accès à la route de Goma leur étant interdit. Je les ai fait libérer et je les ai escortés à leur retour à Goma. A son départ, le président a convenu de faire tout son possible pour calmer la population.

Le dialogue ne se poursuit plus entre l'administrateur spécial et le gouvernement du Nord-Kivu, en raison de leur crainte mutuelle d'être arrêtés dans le territoire de l'autre. Jusqu'à ce que les troupes de l'ONU arrivent, je ne puis faire grand chose pour fournir un terrain neutre sur lequel des discussions pourraient avoir lieu. A ce propos, je crois comprendre que les Indonésiens d'Albertville enverront ici un peloton dans deux ou trois semaines. Ce délai pourrait-il être abrégé, surtout du fait que les militaires nous ont assuré que les troupes sont prêtes à partir immédiatement vers les régions troublées?

Jusqu'à présent, le personnel de l'ONUC n'a pas été affecté par la situation. Cependant, les partisans du Nord-Kivu réussissent à empêcher d'entrer à Goma les camions des entrepreneurs transportant des légumes destinés à la consommation des troupes de l'ONUC à Léo et ailleurs.

L'administrateur spécial Musampa a demandé la permission de prendre vendredi l'avion de l'ONUC partant pour Léo, afin de demander d'autres instructions du Gouvernement central. Je vous saurais gré de lui accorder cette permission.

Le président Malley demande à M. Gaviola d'affréter pour son compte à Air Brousse d'Usumbura un avion de trois ou cinq places afin d'envoyer à Léo une délégation du Nord-Kivu pour qu'elle discute de la question des territoires contestés.

Kindu - 12 avril 63

La situation est maintenant calme à Kindu. La gendarmerie est pleinement contrôlée par son nouveau commandant Ushoudi. Elle a désarmé la police locale. Tout le matériel sera gardé dans le magasin d'armes. La police nigérienne, avec la coopération de l'inspecteur de la police locale et de la gendarmerie, procédera immédiatement à la formation de la police locale, qui comptera environ 550 policiers pour l'ensemble de la province. Le couvre-feu sera toujours maintenu pendant un certain temps.

M. Lunya, sous-secrétaire d'Etat pour l'intérieur, n'est pas arrivé. Le colonel Mulamba, commandant du 3ème groupe, passera par Kindu demain 13 avril pour inspecter la situation. Dans la cité Lumumba, la Jeunesse détient toujours cinq fusils appartenant à la police locale; cependant, la gendarmerie compte fouiller la cité ce soir pour confisquer toutes les armes. Les policiers emprisonnés par Lassyry ont tous été libérés.

AM/gb

N/Réf.: GVT/300/63

Léopoldville, le 13 avril 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à notre récent entretien concernant l'inhumation au Congo d'un certain nombre de personnel, tant militaire que civil de l'ONUC, décédés en service et, d'une façon plus générale, du désir de notre organisation d'obtenir une concession à Léopoldville pour un emplacement où le culte de ceux qui ont trouvé la mort au Congo puisse s'exercer dans un lieu et dans des conditions dignes de leur sacrifice.

Je vous avais fait savoir qu'en son temps un terrain avait été mis à notre disposition à Kintambo en vue d'y établir un cimetière "ONUC". Pour des raisons diverses cet emplacement ne répond plus à nos besoins présents et c'est en vue d'obtenir une concession mieux appropriée que mes Services se sont adressés à Monsieur Boniface Zoac, Premier Bourgmestre de Léopoldville. Ce dernier n'a pas cependant cru pouvoir donner une suite favorable à notre demande pour l'inhumation à Léopoldville de neuf membres de l'ONUC décédés ou tués en action, ainsi que la concession d'un terrain environnant, dûment délimité, pouvant contenir jusqu'à concurrence de 30 autres tombes.

Vous avez bien voulu, Monsieur le Premier Ministre, me faire savoir que, conscient des difficultés que soulèvent pour nous la fin de non-recevoir du Premier Bourgmestre, vous seriez disposé à prendre toutes mesures pour que satisfaction nous soit donnée, et c'est dans l'attente d'une communication favorable de votre part à ce sujet, que je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma plus haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République
du Congo
Léopoldville

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

OBJET :

G- 850
514

Direction des Services Généraux
3^e Section - TRANSMISSIONS

Message transmis de Min. Aff. Et. à : Secrétaire Général ONU
NEW-YORK (USA)

C/Pol Cent. Gov.

Emanant de : Chancellerie.

Visa Sec. Gén.

Message N° : 1361/ /63

TEXTE

Gouvernement Central République du Congo Léo attache importance particulière question entrainement Armée Nationale Congolaise Stop Etant donné difficultés qui semblent avoir surgi au cours de la réunion du Comité Consultatif sur le Congo Le Premier Ministre a décidé d'envoyer son Ministre Affaires Etrangères Justin BOMBOKO pour participer prochaine réunion ce Comité Stop Prière instamment remettre cette réunion pour ^{prochaine} 16 avril Stop Haute considération Fullstop.

TRES SECRET	FLASH
SECRET	EXTREME URGENT
SECRET-CONF.	URGENT OPER ^{oms}
DIFFUS. REST.	URGENT
	ROUTINE
	DIFFERE

(Biffer les mentions inutiles)

Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo.

~~Chancellerie des Affaires Etrangères~~

[Signature]

(Signature Directeur)

V. FUTU.-



Copie pour :	Codé le	à	h. loc.
Vu pour :	Par :		
Signature Opérateur :	Transmis le	à	h. loc.

Notre réf: GVI/299/63

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments à Monsieur le Ministre de l'Intérieur de la République du Congo et a l'honneur de l'informer que le représentant de l'ONUC à Luluabourg a signalé que le 11 mars, à 4 heures du matin, la gendarmerie de Luluabourg a pénétré dans des appartements et des maisons et a arrêté des membres du personnel de l'ONUC recrutés localement ainsi que leurs familles. Les gendarmes en question n'ont pas tenu compte des cartes d'identité de l'ONUC qu'on leur a montrées. Cela est contraire à l'usage qui a été en vigueur dans tout le Congo depuis le début de l'Opération. La gendarmerie est également entrée dans les appartements d'un certain nombre de médecins de l'OMS, les a traités sans courtoisie, leur a ordonné de laisser leurs portes ouvertes et les a empêchés de se rendre à leur travail. Ces incidents se sont produits pendant une période de malentendus, et l'on aurait cru qu'avec le rétablissement de l'ordre public l'ONUC pouvait compter sur les responsables locaux pour l'aider dans l'exécution de son mandat et au moins s'abstenir de maltraiter ses fonctionnaires.

L'ONUC espère que des mesures appropriées seront prises contre les responsables et que des ordres seront donnés à tous les intéressés pour prévenir la répétition de pareils incidents.

Le Chargé de la Mission saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le Ministre de l'Intérieur les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 13 avril 1963

à S.E. Le Ministre de l'Intérieur
de la République du Congo

Transmis copie pour information à,

- S.E. le Premier Ministre
- S.E. le Ministre des Affaires étrangères

GVT/298/63

Elisabethville - 12 avril 63

Les derniers rapports de Jadotville indiquent que la situation dans le village africain de Panda est toujours tendue. Le commandant du secteur est prêt à faire face à cette situation en coopération avec les autorités locales, civiles et policières. Nous avons envoyé dans ce secteur, à titre de renfort, un peloton pris sur la compagnie de reconnaissance indonésienne stationnée à Eville. Les morts et les blessés signalés dans notre télégramme ont été causés par la police locale, qui essayait de maintenir l'ordre public. MM. Mathu et Rosenius partiront à 14h.30 B par route pour Jadotville, pour examiner la situation sur place. Un rapport détaillé suivra à leur retour.

sont pas connues.

Notre référence: GVT/297/63

Kamina - 12 avril 63

Selon des informations non confirmées, le président Ilunga Prosper a demandé au colonel Marsiala d'envoyer un bataillon de l'ANC à Kaminaville dès que possible. Les réactions du colonel Marsiala ne sont pas connues.

Elisabethville - 11 avril 63

A sa demande, M. Tshombe est venu me voir ce soir accompagné par le commissaire de police Sapwe, et m'a dit qu'il était préoccupé du problème de l'ex-gendarmerie et qu'il désirait tenir une conférence au sommet à Léo à ce sujet, à laquelle assisteraient le général Mobutu, le général Moke, le Ministre de la Défense et un représentant de l'ONUC. Il a dit qu'il n'avait reçu aucune réponse de M. Ileo à sa lettre suggérant une conférence sur le problème. Il pense qu'il n'existe pas de plan d'ensemble pour l'intégration de la gendarmerie au sein de l'ANC. Une petite partie seulement des 18.000 ex-gendarmes ont été inscrits et reçoivent une solde du Gouvernement central. Un grand nombre de gendarmes se sont adressés à M. Tshombe pendant son récent voyage dans l'intérieur et lui ont demandé des précisions au sujet de leur avenir. Il n'a pas pu leur donner une réponse nette, étant donné qu'il n'a pas reçu du Gouvernement central un plan de réintégration. Il dit que ces hommes, qui ont une formation militaire, constituent un danger pour la paix s'ils demeurent sans emploi. Il a ajouté qu'il était fantastique que des gens affirment qu'il regroupait les gendarmes en vue de recommencer les combats. Ayant accepté le plan de réconciliation nationale, il est complètement en faveur de l'intégration mais il ne voit pas ce que fait le Gouvernement central pour l'exécuter. Il m'a demandé de vous soumettre ces points. Je lui ai répondu que j'avais été informé qu'il existait un plan de réintégration de l'armée nationale et qu'un ordre pour son exécution allait être signé par le gén. Mobutu. J'ai ajouté que certains des ex-gendarmes katangais qui avaient été inscrits, ainsi que leurs familles, avaient été envoyés récemment à Elisabethville par M. Ileo pour recevoir ~~un~~ entraînement à Léo dans le cadre du programme de réintégration.

finances provincial, parce qu'il voulait que les ministres actuels soient révoqués étant donné que les Etats-Unis ont une politique pour le Congo et veulent des ministres qui l'exécutent. M. Tshombe a dit qu'au débat sur la censure de M. Kibwe, il a fait de son mieux pour persuader les membres de l'assemblée qu'il n'était pas de l'intérêt de la province de révoquer les actuels ministres.

Je vous enverrai d'autres renseignements sur cette question. Lorsque M. Tshombe est venu me voir cet après-midi, il m'a après le débat sur le reste de la motion de censure, qui doit avoir lieu demain après-midi 12 avril. ses ministres, déposée maintenant devant l'Assemblée du Sud-Katanga, était de révoquer ces ministres pour que les auteurs de la motion prennent leur place. Un grand nombre de chefs de cabinet des divers ministères appuient également la motion, car eux aussi voudraient devenir ministres. M. Tshombe m'a dit que lundi le consul des Etats-Unis a assisté au débat sur la motion de censure contre M. Kibwe, ministre des finances provincial, parce qu'il voulait que les ministres actuels soient révoqués étant donné que les Etats-Unis ont une politique pour le Congo et veulent des ministres qui l'exécutent. M. Tshombe a dit qu'au débat sur la censure de M. Kibwe, il a fait de son mieux pour persuader les membres de l'assemblée qu'il n'était pas de l'intérêt de la province de révoquer les actuels ministres.

Je vous enverrai d'autres renseignements sur cette question après le débat sur le reste de la motion de censure, qui doit avoir lieu demain après-midi 12 avril.

GJT/295

Baudouinville - 11 avril 63

Les troupes de l'ANC à Baudouinville, fortes de 120 hommes, ont été soudainement retirées de Baudouinville le 11 avril par bateau spécial venu d'Albertville. Les quatre fonctionnaires de la Sûreté et les deux fonctionnaires territoriaux demandent maintenant la protection spéciale de l'ONUC et une garde à l'extérieur de l'hôtel où ils demeurent. Je leur ai fait savoir qu'aucune mesure spéciale de sécurité ne peut leur être accordée.

Le Ministre de l'Intérieur du Nord-Katanga a annoncé son arrivée par bateau le dimanche 14 avril, accompagné par un détachement de police.

Luluabourg - 11 avril 63

Le major de la brigade et moi-même avons visité le lieu de détention à Bakwanga des non Congolais emprisonnés depuis samedi dernier sous l'inculpation de contrebande de diamants ou de non possession d'un permis de résidence valide ou d'un autre titre résidentiel. Nous nous sommes entretenus également avec M. Ngalula et le Ministre de l'Intérieur, M. Jonas Mukamba. Le nombre total de détenus restants est d'environ 600, pour la plupart Malais et Sénégalais, en proportions à peu près égales. Il y a aussi quelques Libériens, Mauritanais, Guinéens, Sierra-Léonais et 1 Nigérien (dans le groupe envoyé à Léo aujourd'hui, il y avait 1 Nigérien et 1 Ghanéen). Je crois comprendre que quelque 300 ont déjà été envoyés à Léo jusqu'à présent. MM. Ngalula et Mukamba disent que la campagne visant à expulser les irréguliers de la zone minière a été décidée il y a quelques mois, et des avertissements à cette fin ont été donnés depuis le début de janvier à Radio-Bakwanga ou par messages locaux. En outre, lorsque M. Anany se trouvait à Bakwanga récemment, un plan a été convenu à l'effet duquel le Gouvernement central fournirait des avions pour transporter les détenus à Léo et terminer l'opération en deux ou trois jours. Le Gouvernement central n'a pas donné suite à cet accord et le gouvernement provincial a donc affrété un avion d'Air Congo et compte transporter environ 400 détenus sur les 600 restants demain vendredi ainsi que samedi, mais l'affrètement ne pourra pas aller au-delà de samedi. Un AC-46 fourni par le Ministère de la Défense a transporté environ 80 détenus aujourd'hui en 2 voyages, mais il semble qu'il ne retournera pas. Je vous serais reconnaissant de demander au Gouvernement central de faire transporter, si possible dans les deux prochains jours, les 200 qui ne l'ont pas été. Autrement, je suggérerais que nous fournissions un avion à cette fin si possible, car les conditions de détention sont très mauvaises et il y a un risque de maladies. Nous avons dit aux prisonniers de déblayer leur lieu de détention (un édifice ouvert utilisé au préalable comme cinéma) et de creuser des latrines. J'ai aussi exhorté MM. Ngalula et Mukamba de faire venir quotidiennement un médecin. Il n'y a pas de femmes détenues et M. Ngalula affirme que les hommes dont les épouses sont enceintes ou qui ont des enfants en bas âge ont l'autorisation de rester chez eux.

12 April 1963

N/Réf: GVT/292/63

Kindu - 11 avril 63.

A la suite de l'arrestation de Lessyry et de son enuvi à Léo, toutes les autres personnes impliquées dans la révolte d'hier 10 avril ont été appréhendées. Ce soir 11 avril la gendarmerie fouillera toutes les maisons dans la cité Lumumba afin d'arrêter les membres du cartel et de confisquer les armes. La situation redevient normale. On ne signale pas de victimes jusqu'à présent, à l'exception de quelques passages à tabac sans conséquences graves.

Dans mon dernier message, j'ai mentionné une escorte, mais comme aucune n'était disponible, Lessyry a été expédié avec son secrétaire et nous avons demandé au capitaine de l'avion et à l'officier contrôlant le chargement de le remettre aux autorités de Léo. J'ai également demandé à Luluebourg, par l'entremise de la tour de contrôle, de poster des gardes et d'empêcher une escapade possible de Lessyry dans cette ville.

Les dossiers préparés par le procureur d'Etat et les accusations seront envoyés dès qu'ils seront complets.

Les huit policiers capturés le 10 avril et désarmés par le cartel Lessyry ont été libérés et leurs armes reprises. Je communiquerai tous autres développements.

N/Réf: GVT/290/63

Kindu - 11 avril 63

Le couvre-feu est toujours en vigueur. Lassry et son secrétaire Tuniani ont été arrêtés ce matin et envoyés à Léo. On s'attend à d'autres arrestations par la gendarmerie, qui coopère maintenant. Pour le moment, la région semble tranquille.

GVT/289/63

Kindu - 11 avril 63

Lassyry a été arrêté. En raison de la situation extrêmement tendue et de ses escapades répétées, j'ai pris l'initiative de l'envoyer par un avion de l'ONUC partant pour Léo le 11 avril. J'aurais dû en demander l'autorisation mais l'urgence de la situation ne me l'a pas permis. Veuillez m'en excuser. Un rapport complet suit sur la situation. Veuillez également demander aux autorités du Gouvernement central de prendre en charge Lassyry dès l'arrivée de l'avion. Il est escorté par un officier.

Luluabourg - 10 avril 63

M. Bribosia est arrivé à Lulu.

M. Lubaya a écrit à M. Kamitatu, envoyant des copies de la lettre à toutes les autorités du Gouvernement central, au sujet de la réunion du 6 avril de l'assemblée provinciale du Luluabourg qui a adopté une motion de censure contre lui. Il répète que cette réunion était illégale du fait de la présence de cinq personnes disqualifiées, et il ajoute que même en incluant celles-ci le quorum exigé par les articles 99 et 170 de la Loi fondamentale n'a pas été atteint car il y avait au total neuf membres présents sur dix-sept. M. Lubaya prie M. Kamitatu de prendre les mesures nécessaires, déclarant que la situation générale dans la province est explosive.

Je crois comprendre que l'assemblée provinciale du Luluabourg ne pourra se réunir aujourd'hui faute de quorum.

M. Kashama, premier bourgmestre de Lulu, a émis un communiqué à être radiodiffusé ce soir, avertissant les fauteurs de troubles, "notamment les membres de l'Union démocratique africaine" (parti de M. Lubaya) de cesser de troubler l'ordre public à Lulu, ajoutant que des mesures avaient été prises contre les contrevenants.

GVT/287/63

Luluabourg - 10 avril 63

L'opposition au président Kamaga semble augmenter et son remplacement comme président de l'Unité kasaienne semble probable. Je crois comprendre que les Batshioko et les Bampende demanderont probablement comme président l'abbé de la mission de Saint-André à Shikapa. Bien qu'il n'y ait pas d'indications de troubles imminents pour le personnel de la mission, la dispute au sujet de la présidence ~~pouvrait~~ provoquer d'autres luttes tribales. Nous enverrons la semaine prochaine une patrouille dans la région de Shikapa.

Coquilhatville - 10 avril 63

L'Assemblée provinciale de la Cuvette centrale s'est réunie ce matin et a élu ^{un autre} ~~ancien~~ président "provisoire". Le quorum a été pleinement atteint, l'ancien président de l'Assemblée étant retourné d'une tournée lundi, emmenant la plupart des membres qui étaient absents le 1^{er} avril. Le président Engulu s'est adressé à l'Assemblée, qui était également pleine de spectateurs, et a attaqué les instigateurs de la motion d'état d'exception au sénat, désignant ouvertement le ministre Boliya comme agitateur principal. Les vociférations de la foule ont empêché la poursuite des travaux à part le tirage au sort du président provisoire de l'Assemblée, et une séance de travail a été prévue pour l'après-midi. Elle n'a pas eu lieu. Les membres de l'opposition qui étaient à la séance du 1^{er} avril étaient tous absents aujourd'hui.

GVT/284/63

Bukavu - 9 avril 63

Le chef de l'ANC a contacté Kindu par radio et a été informé que la situation est sous contrôle. Il a ordonné à la gendarmerie de patrouiller jour et nuit et de protéger le personnel du gouvernement et de l'ONUC. J'attendrai un autre rapport de M. Samy avant de me rendre à Kindu si nécessaire.

Kindu - 9 avril 63

A la suite de la fuite de Lassry, le couvre-feu a été imposé de 18 heures à 6 heures.